

QUELLE RESILIENCE EN CAS DE CRISE ?

Explicitons l'intitulé : il s'agit d'examiner si le recours aux monnaies locales peut avoir un effet de résilience, résistance, ou amoindrissement des effets délétères d'une crise monétaire, avec une focalisation sur une crise de type inflationniste.

Deux préambules :

- L'un sur la monnaie et l'économie en général qui doivent à nouveau être davantage intégrées dans la construction sociale et politique décidée démocratiquement.
- L'autre sur le système monétaire actuel qui est bien une construction politique décidée par les pouvoirs élus, même si, comme le dit J.K Galbraith « Plus que tout autre domaine de la pensée économique, la monnaie est celui où la complexité est utilisée pour cacher la réalité plutôt que pour l'expliquer »

Préambule 1 : Réintégrer l'économie dans le social et le politique :

Aujourd'hui, face aux défis qui nous attendent, environnemental et climatique, mais aussi social et politique avec la croissance des inégalités, l'économie « financiarisée » ne peut plus fonctionner d'une manière autonome.

Son fonctionnement doit à nouveau être davantage « enchâssé » dans le social et le politique et, fait nouveau par rapport à l'analyse de Karl Polanyi, notamment pour tenir compte des analyses scientifiques concernant le climat, la biodiversité, la raréfaction des ressources et la pollution.

https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Grande_Transformation

Dans « la grande transformation » Polanyi explique en 1944 que L'économie de marché libre est une construction socio-historique et non un trait de la nature humaine. Ce n'est que depuis les années 1830 que le marché économique est conçu comme une entité à part entière, obéissant à des lois fixes indépendantes des cultures humaines. Le marché s'est alors « affranchi, désenchâssé » des règles de fonctionnement des sociétés. Jusqu'à cette époque, les **marchés locaux** étaient avant tout des marchés de voisinage, entre la ville et la campagne alentour. Bien que fréquents, ils avaient une place subalterne dans des modèles économiques basés sur la redistribution, l'administration domestique et/ou la réciprocité.

Ce retour vers les grandes préoccupations de la société peut être illustré par une petite évolution de la B.C.E. Lors des récentes rencontres économiques d'Aix en Provence, Isabel SCHNABEL explicitait le début **d'un « verdissement » de la politique monétaire de la B.C.E** annoncé ce 4 juillet avec 2 mesures :

- 1) Publier les émissions de leur portefeuille, puis aller progressivement vers une décarbonation de ce portefeuille de la B.C.E,
- 2) Limiter la part des obligations détenues sur des sociétés qui ont de fortes émissions.

Portefeuille : Un portefeuille (en finance) désigne une **collection d'actifs financiers détenue par un établissement ou un individu** ; la B.C.E rachète ces actifs aux banques pour les refinancer en monnaie banque centrale. Cf La gestion de portefeuille à la B.C.E :

https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/pp75-86_mb200604fr.pdf

Préambule 2 : Remettre plus de politique dans le système monétaire :

Le système monétaire est une construction politique voulue qui a donné le pouvoir d'investissement, donc d'orientation de notre futur, aux banques privées.

Il est vrai que l'essentiel du pouvoir de création de monnaie appartient aux banques privées et cela alimente la spéculation, même si le rôle de la Banque Centrale, institution politique, reste essentiel. « Les banques centrales ont été inventées pour assurer la gestion publique d'une nouvelle monnaie inventée par des banquiers privés.... L'Etat a fait accepter aux marchés une liquidité supérieure à toutes les autres » liquidité = monnaie fongible échangeable contre n'importe quelle chose du même genre # monnaies locales qui sont non fongibles.

La monnaie émise par la banque centrale, différente de la monnaie de crédit ou monnaie dette que nous utilisons, ne circule qu'entre la banque centrale et les banques commerciales (marché interbancaire) et jusqu'en 1980 en France, également vers le Trésor Public. La banque centrale joue le rôle de prêteur en dernier ressort qui garantit le système, oriente également le prix (taux d'intérêt) de la monnaie avec ses taux directeur. Elle a ainsi permis le « quoique qu'il en coûte » mais de manière indirecte, en rachetant les dettes des Etats auprès des banques privées.

Mais chose importante, cette construction monétaire a été décidée par nos politiques élus, trop enclins à utiliser la « planche à billets » pour des promesses électorales. On parle du Conseil National de la Résistance pour les avancées sociales, mais on oublie le Conseil National du Crédit qui a orchestré le financement de l'après-guerre avec, y compris, des annulations de dettes publiques.

LE ROLE DES MONNAIES LOCALES DANS LA RESILIENCE de notre fonctionnement économique et social

Les monnaies locales peuvent agir sur trois axes :

- 1) La lutte contre l'inflation.**
- 2) L'épargne déposée à la NEF (ou autres banques) pour le financement de projets dans le sens de nos valeurs et de nos cahiers des charges.**
- 3) L'incitation au développement de l'économie industrielle et écologique (un pilier de l'économie circulaire) à travers des aides publiques en monnaie locales.**

Quelques rapides explications sur les deux derniers, puis un développement plus long sur la lutte contre l'inflation, sujet fortement d'actualité

2) L'épargne déposée à la NEF (ou autres banques) pour le financement de projets dans le sens de nos valeurs et de nos cahiers des charges

Lorsque les MLCC auront un total de l'ordre de 25 Millions € sur des comptes dédiés « fonds de garantie » à la NEF, nous pourrons collectivement obtenir de participer aux décisions d'acceptation des dossiers.

- 25 M€, environ 5 % du total des prêts accordés par la NEF en 2021 (500 M€)

En attendant, nous pouvons proposer à nos adhérents de déposer leur épargne en € à la NEF à travers l'acquisition dans les comptes d'une mlcc de montants équivalents en unités de mlcc sur leur compte d'épargne numérique en monnaie locale.

- l'octroi d'un intérêt risque d'être légalement problématique, une association ne pourra faire cela ; cependant, elle peut organiser des événements festifs pour ses membres épargnants.

NOTA : pour ma part, je ne trouve pas le projet de créer une banque des monnaies locales très réaliste, au regard des difficultés qu'a rencontrés la NEF pour se développer à partir de 1988, d'abord adossée au Crédit Coopératif, puis en toute indépendance depuis 4 ans ; en 34 ans, elle n'a prêté que 1 Milliard d'€, une goutte d'eau dans le financement bancaire.

3).L'incitation au développement de l'économie industrielle et écologique (un pilier de l'économie circulaire) à travers des aides publiques en monnaie locales.

Lorsque les collectivités locales décident d'apporter des aides financières ponctuelles (création d'activité, investissement pour la transition) il s'agit d'apporter une petite partie de cette aide en monnaie locale (5 à 15 %); Ainsi, cet apport obligera les entreprises à chercher, pour cette partie, obligatoirement des fournisseurs locaux et/ou de donner de la monnaie locales à ses salariés.

Cela peut aussi être inclus dans un SPASER (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement responsables, obligatoire pour la collectivités locales qui dépensent plus de 200 M€)) ou encore faire partie de « récompenses » distribuées pour des écogestes conséquents, tri sélectif, compostage, les 4 R... distribuées à des individus, associations ou syndicats.

Dans l'atelier animé lors des Rencontres Nationales du réseau des MLCC nous traiterons surtout le premier point, la lutte contre l'inflation, sujet d'actualité et sujet idéal pour la communication tous publics

LES MONNAIES LOCALES, DES PÔLES DE RÉSISTANCE CONTRE L'INFLATION ET LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT ?

Les monnaies locales ont la prétention souvent affichée d'avoir un effet de résilience, justement face à ce type de crise et de poussée inflationniste.

RÉSILIENCE = résister à un choc pour mieux s'en sortir par la suite et remonter la pente. Le choc ici, c'est l'inflation qui arrive, 6,5 % en France aujourd'hui, 8-10% demain ? ;

RESISTER= exiger que la hausse des prix soit limitée lorsque les achats se font en monnaie locale sur des produits et services locaux peu impactés par cette inflation importée des marchés mondiaux.

Bien sûr, l'impact des monnaies locales est encore très très faible (4 à 6 millions en circulation, soit 12 à 18 millions d'équivalents € de transactions).

Cependant, ne faut-il pas saisir ce moment de crise inflationniste pour informer les citoyens- consommateurs et les français en général du **POTENTIEL DE RESILIENCE DES MONNAIES LOCALES FACE A L'INFLATION ?**

1) Analyse de la situation inflationniste :

L'actualité nous apporte deux sujets principaux du point de vue des répercussions économiques conséquentes, la guerre en Ukraine et l'inflation générale dans le monde. Nous sommes entrés dans une période inflationniste, avec + 6,5 % en France et °+ 8 % en Europe.

Selon Christian de BOISSIEU qui s'exprimait également aux Rencontres Economiques d'Aix en Provence de cet été, les raisons de cette inflation se situent dans :

- 1- **Les ruptures dans les chaines d'approvisionnement** au niveau mondial (démarrées avec la crise sanitaire du Covid),
- 2- **Le prix de l'énergie**, pas seulement du fait des relations géopolitiques avec la Russie,
- 3- **Les prix alimentaires**, avec les perturbations liées à la guerre en Ukraine mais pas uniquement (sécheresse, inondations, spéculation)
- 4- **La guerre en Ukraine**, dans ses aspects d'incertitude économique générale.

Donc, pour la France, en dehors des explications 2) et 3) pour partie, il s'agit essentiellement d'une **inflation importée** liée aux 3 premières raisons: mais , pour l'instant, en niveau d'inflation, cela n'a rien à voir avec les 10- 13 % lors de la crise du pétrole de 1973 ou avec les + 40- 50% des années 1943 - 1948.

L'inflation se mesure par mois mais il est difficile d'en faire des prévisions exactes.

Mais on sait que les personnes les plus pénalisées par l'inflation sont :

- les personnes touchant des revenus fixes (retraites, revenus sociaux,les prix augmentent mais les revenus restent les mêmes)
- les personnes touchant les revenus les plus faibles, les plus précaires, du fait que la part de leurs dépenses incompressibles (alimentation, énergie,) qui subissent l'inflation est très importante ; ils ne peuvent absolument pas éviter de payer plus cher le nécessaire.

Le mécanisme inflationniste actuel est à triple détente :

- d'abord **une inflation importée**, des prix plus élevés car liés aux importations (ex : blé ukrainien ou gaz russe),
- ensuite **la boucle prix/salaires** qui signifie que les salariés les mieux placés pour négocier peuvent obtenir des augmentations conséquentes des salaires, ce qui va alimenter la hausse des prix
- enfin la spirale inflationniste : **le comportement de spéculation active face à l'inflation** : « je veux surtout ne rien perdre, quitte même à profiter de la hausse des prix pour augmenter mes gains » : augmentation du prix des produits/biens que je vends en prévision d'une augmentation des prix (et des salaires), avant même que mes coûts de production aient réellement augmenté . Résultat = l'inflation est amplifiée, tout augmente, de proche en proche.

Précisons encore que hausse des prix dans une zone monétaire donnée (zone €) et baisse de la valeur d'une monnaie (l'€) sont les deux faces d'une même

réalité : toutes les importations venant hors de la zone € nous coutent alors plus chères.

Ce qui signifie aussi que tant que les échanges se font au sein de la même zone, l'inflation provoquée à l'extérieur de cette zone ne nous touche pas. Mais cela suppose que 100 % des intrants d'un produit sont fabriqués dans cette zone et qu'il n'y a pas de tensions inflationnistes endogènes dans la zone considérée.

Application : des tomates cultivées à Mauguio près de Montpellier avec des intrants (semences, engrais, travail, énergie (éolienne sur l'exploitation) locaux ne devraient pas répercuter la hausse du prix des tomates importées du Maroc.

C'est là que se situe, la résistance à l'inflation importée de l'extérieur du territoire local pour toute monnaie locale ; à condition que le maraîcher n'en profite pas pour augmenter ses bénéfices en surfant sur l'inflation ambiante qui touche d'autres produits.

On en arrive à une conclusion simple :

Lorsque les échanges se font en monnaie locale, une partie de l'inflation venant de l'extérieur du territoire NE DEVRAIT PAS ETRE REPERCUTEE SUR LES PRIX avec la seule condition que les professionnels respectent une certaine éthique économique.

2) Les monnaies locales face à l'inflation :

2.1) Comment éviter l'inflation grâce aux monnaies locales ?

Aujourd'hui, une MLC est indexée sur l'euro et doit respecter la parité avec elle (1 unité de MLC = 1€) et va donc théoriquement suivre la variation de l'€ à la baisse = prix à la hausse sauf si :

Un producteur utilisateur de la MLC qui travaille avec un réseau d'acheteurs et fournisseurs utilisateurs MLC, ne subit pas l'augmentation des prix importée ou la subit peu ; Il lui restera en effet toujours quelques achats d'intrants (essence) qu'il devra payer en €.

Ce dernier ne subissant pas la hausse des prix pourra alors mettre en place un système de fidélisation de ses clients utilisateurs de MLC et différencier le prix en MLC du prix en Euros en accordant par exemple une remise de 5 % aux clients payant en MLC sous l'hypothèse d'une inflation de l'ordre de 6-8 % ; surtout pas une réduction supérieure à ces 6-8% au risque d'alimenter l'inflation. Et rappelons que la déflation, baisse généralisée de prix, a des effets plus désastreux que l'inflation.

2.2) Est-ce que c'est légal ?

Oui, cela agit comme un système de fidélisation classique (carte de fidélité), et ne remet pas en question le problème de la parité avec l'Euro. Et en précisant que cette carte de fidélité est accessible à tous les consommateurs, tout le monde peut adhérer au réseau d'une MLC dont l'adhésion est souvent à prix libre.

2.3) Avantages pour le producteur ou commerçant :

- indépendance relative vis-à-vis de la volatilité des prix/ de l'inflation en période de crise = résilience

- augmentation du nombre de clients par fidélisation
- activité en accord avec les objectifs de transition écologique des MLC : circuits courts, moins de consommation d'énergie fossile, moins de dépendance aux importations
- réseau MLC de confiance entre producteurs et consommateurs, transparence et vérité... des prix.

2.4) Limites, pourquoi alors le producteur/vendeur/pro augmenterait malgré tout ses prix ?

- Une partie des produits qu'il utilise provient de l'importation et n'échappe pas à cette inflation importée. **L'énergie : elle est la principale source d'inflation importée et la majorité des coûts qui y sont liés sont payés en euros., voire en \$** = cela dépendra du professionnel, de la structure de ses coûts et de sa quantité d'énergie utilisée
- La résilience face à l'inflation sera effective uniquement sur la partie des dépenses en MLC; MLC indexé sur l'Euro pour le restant.

2.5) Tant que l'on est lié à ce système monétaire en €, comment fait-on ?

- C'est la force du réseau et la relation de vérité et de confiance qu'il diffuse. Il faut plus de volumes, si un professionnel vend 2 fois plus avec la MLC, pas de problèmes à le revendre moins cher aux consommateurs.
- Dans un contexte de fort changement climatique et de grave crise financière et monétaire (d'effondrement ?) on peut imaginer commencer à ignorer le cadre légal avec sa parité 1MLC= 1 € le temps que l'orage passe. En fait, le MLC resterait attachée à l'€ mais provisoirement avec une parité de 1MLC = 1,10 € (hypothèse d'une inflation à 10 %).

La valeur d'une monnaie : Une monnaie n'a de valeur que par rapport à une ou à d'autres monnaies ; et selon le système international de change en vigueur,,, sa valeur varie tout le temps (changes flottants) ou seulement lors des dévaluations ou réévaluations (changes fixes).

Exemple du WÖRGL en Autriche, face à l'hyper inflation de 1932 :
https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Monnaie_miraculeuse

2.6) A titre d'exemple : Actions et propositions à l'échelle de la Graine

La Graine reste un petit réseau à ce jour, mais notre communication doit attirer l'attention sur :

Si le réseau devient plus grand, la GRAINE va permettre une résilience face à l' inflation et face aux crises monétaires. Il est vrai, qu'il faudrait alors aussi ajouter l'aspect épargne, ç-à-dire organiser la constitution de réserves de valeur en Graines et des mécanismes de prêts d'investissements en Graines.

Propositions d'actions élaborées au sein de la MLCC Graine

- **Étoffer et renforcer le réseau**, notamment celui de la production alimentaire locale en mobilisant, sensibilisant et communiquant (pub aux producteurs?)

- **Prévoir une épargne de précaution en contactant la NEF** (Banque éthique -coopérative de finance solidaire)

- **Développer l'achat d'énergie et de combustibles en MLC** en communiquant avec des acteurs professionnels, type Enercoop.

- **Obtenir du soutien et des ressources en s'appuyant sur les collectivités locales.**

- **Communiquer en prenant contact avec les médias alternatifs**

- **Réunir tous les acteurs essentiels pour une réunion de discussions autour de ces enjeux** en mobilisant La Graine, la NEF, Enercoop, les professionnels de la Graine, les médias.

*Texte proposé et commenté par Gérard Straumann, ADESL-la Graine.
contact@lagraine34.org*